

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Marseille, le 19/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS ZEPHIRE**

Chemin Gaetan Gastaldo  
Quartier de l'Escaillon  
83200 Toulon

Références : D-UD83-2025-0042  
SPR/165-2025  
Code AIOT : 0006400196

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SAS ZEPHIRE implanté Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon. L'inspection a été annoncée le 28/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale 2024 relative à la « mise en conformité IED des installations d'incinération ». L'objectif est de contrôler la mise en conformité des installations d'incinération vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 et plus particulièrement le respect des nouvelles dispositions visant les émissions atmosphériques (nouvelles modalités de surveillance et nouvelles valeurs limites d'émissions en conditions d'exploitation normales [périodes NOC]) ainsi que celles relatives aux conditions d'exploitation autres que normales [périodes OTNOC].

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS ZEPHIRE
- Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon
- Code AIOT : 0006400196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation contrôlée est une usine de Valorisation Energétique des ordures ménagères et Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure,
- Plan pluriannuel de contrôle

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Action nationale 2024 - « Incinérateur et mise en conformité IED »

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
5	MTD relatives au management environnemental et à la surveillance	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 ; 2.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	MTD Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2 ; 2.2.2	/	Demande de justificatifs	1 mois
12	Émissions de mercure	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5 ; 5.2.5	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub>	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
7	MTD Surveillance des émissions atmosphériques canalisées OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2; 2.2.5	/	Sans objet
8	MTD performances environnementales générales : livraison des déchets	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3; 3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
9	MTD efficacité de la combustion : Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3; 3.4	/	Sans objet
10	Conditions d'exploitations autres que normales (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, 3.5.1	/	Sans objet
11	Evaluation périodique des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3; 3.5.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 6 juin 2023 demandant que les analyseurs soient en capacité de mesurer en continu le Carbone Organique Total dans les rejets atmosphériques est respecté par la mise en place d'un module de mesure, répondant aux normes, et l'intégration des données dans le système de contrôle commande et de surveillance. Il reste à justifier d'une étape dans la mise en service des analyseurs Multigaz.

En application de la mise à jour des Meilleures Techniques Disponibles pour les installations d'incinération des déchets (application de la Directive européenne relative aux émissions industrielles), réglementairement applicables aux UVE au 3 décembre 2023, l'exploitant a mis en place de nombreuses procédures dont la surveillance du fonctionnement dans les conditions autres que normales (dites OTNOC). Sur un contrôle par sondage d'une grande partie des prescriptions nouvellement applicables, l'exploitant a montré qu'il respectait les nouvelles dispositions.

La surveillance en continu dans les rejets atmosphériques du mercure est en place et fait apparaître quelques pics d'émission qui saturent les appareils de mesure. Il faut parfois plusieurs heures avant de revenir dans la gamme de mesure. En conditions normales d'exploitation (périodes NOC), la Valeur Limite d'Émission en moyenne journalière est de 20 µg/Nm³ ; quand l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié donne en R-EOT (c'est-à-dire en périodes normales d'exploitation NOC ET hors périodes normales d'exploitation OTNOC) une moyenne journalière de 50 µg/Nm³. Il convient que l'exploitant s'attelle à explorer toutes les pistes visant à réduire et/ou traiter les pics d'émissions de mercure afin de respecter les VLE réglementaires de ses émissions de mercure pour chacun des lignes d'incinération.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, NH<sub>3</sub>**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- *poussières totales* ;
  - **substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;**
  - *chlorure d'hydrogène,*
  - *fluorure d'hydrogène et*
  - *dioxyde de soufre ;*
  - *oxydes d'azote (NO + NO<sub>2</sub>)*
- et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés (cas ici, le réactif est de l'eau ammoniacale à 24 %).*

L'arrêté de mise en demeure du 6 juin 2023 portait sur la seule mesure en continu du COT, les autres paramètres étant couverts par le certificat QAL1.

**Constats :**

L'analyseur de COT est un AMS dénommé "GRAPHITE 52 M for TOC". Component : TOC, c'est à dire Total Organic Compounds : il répond bien à la mesure des composés organiques totaux.

On notera que l'analyseur MIR FT est toujours en place (il est l'analyseur pour tous les autres polluants), qu'il fait toujours les analyses de certains COV mais que ces dernières ne remontent plus dans le système d'enregistrement et de traitement des données.

[Pour mémoire, pour situer la problématique en ordre de grandeur :

- on notera que les valeurs en COT mesurées en 2022 par l'analyseur non conforme pour la mesure de tous les COT donnait des valeurs moyennes mensuelles dans une fourchette 0,08 à 0,79 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- la nouvelle baie d'analyse des COT donne des résultats moyens entre 0,06 et 0,56 mg/Nm<sup>3</sup> (sur 6 mois) : ces résultats justifient que les VLE (10 mg/Nm<sup>3</sup> pour la VLE jour) sont bien respectées, et que les valeurs mesurées dans le passé n'ont pas été une source d'inquiétude sur les émissions de COT.]

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Assurance Qualité des AMS – QAL1**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

**Prescription contrôlée :**Étendue de la mesure

Lors du processus de certification QAL1 (décrit dans la norme NF EN 15267-3), des critères de performance sont déterminés lors d'essais en laboratoire et sur site. Un paramètre important à vérifier est l'étendue de mesure certifiée. Elle correspond à la plage dans laquelle l'AMS est soumis à l'essai et certifié. Cette étendue doit être adaptée à l'application de l'AMS.

Pour l'incinération, les étendues de mesure sont fixées par la norme NF EN 15267-3 - § 5.2.1.

Les arrêtés ministériels précisent la valeur d'incertitude à respecter. Pour les incinérateurs de déchets, la valeur de l'étendue de mesure certifiée ne doit pas dépasser 1,5 fois la VLE en moyenne journalière.

<p><u>Plage de la mesure</u></p> <p>L'appareil doit pouvoir mesurer des valeurs instantanées dans une plage représentant au moins 2 fois la limite supérieure de l'étendue de mesure certifiée (certification range) afin de mesurer les valeurs semi-horaires pour l'incinération [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'appareil de mesure est certifié, pour les COT, sur la plage de mesure 0 à 15 mg/m<sup>3</sup>. La plage de mesure supplémentaire est de 0 à 500 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Avec une VLE en moyenne journalière de 10 mg/m<sup>3</sup>, l'appareil respecte une étendue de mesure certifiée qui ne dépasse pas 1,5 fois la VLE en moyenne journalière. Avec une plage de mesure supplémentaire couvrant de 0 à 500 mg/m<sup>3</sup>, l'appareil est en capacité de mesurer les valeurs semi-horaires (VLE de 20 mg/m<sup>3</sup>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : Février 2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p> <p><u>Précisions complémentaires :</u></p> <p>Les incinérateurs IED comme l'installation ZEPHIRE sont également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021<sup>1</sup> qui prévoit au point 2.2.2 de l'annexe 2 que « Pour la surveillance des effluents [gazeux], l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles » et qui précise « Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181 ».</p> <p>La procédure QAL3 consiste à faire passer successivement au niveau de l'analyseur un gaz étalon à zéro et à un point d'échelle (ou à appliquer un autre matériau de référence) et à enregistrer les résultats sur une carte de contrôle pour vérifier la dérive et la fidélité de l'AMS.</p> <p>Le QAL3 requiert que l'exploitant (ou son délégataire) ait mis en place une procédure qui décrit les exigences relatives :</p>

1 Arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- à l'application des matériaux de référence au zéro et en concentration (fréquence, modalités d'application...) et au recueil des mesures ;
- à la représentation graphique des résultats sur des cartes de contrôle ;
- au paramétrage des cartes de contrôle, des seuils et des règles permettant de détecter des écarts à corriger.

Le point 7.3 du guide FD X 43-132 préconise que l'application des matériaux de référence soit réalisée à une fréquence hebdomadaire lors de sa première mise en œuvre pendant au-moins les 3 premiers mois. Ensuite, la fréquence peut être espacée prudemment en fonction du nombre et type d'interventions qui ont été nécessaires. Cette fréquence initiale renforcée permet d'obtenir plusieurs points de contrôle à porter sur la carte de contrôle dans un délai relativement court, ce qui permet de palier le fait que chaque application des matériaux de référence ne fournit qu'un seul point à ajouter sur chaque carte (1 carte en zéro, 1 carte en concentration).

Le point 7.5.2 de la norme NF EN 14181 prévoit une fréquence minimale entre deux applications des matériaux de référence qui correspond à l'intervalle de maintenance déterminé lors des tests de certification et indiqué dans le certificat QAL1.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Les cartes de contrôle doivent suivre les dérives, tant qu'elles ne sortent pas des limites. L'exploitant doit laisser l'appareil dériver, et c'est seulement ainsi que les fréquences de QAL3 peuvent être adaptées.

#### Constats :

En application du point 7.3 du guide FD X 43-132, l'entreprise chargée de la mise en service des analyseurs a bien réalisé une injection des produits de référence chaque semaine pendant 3 mois, puis une fois par mois et enfin une fois par trimestre.

Dans les suites du rapport de la visite du 19/10/2022, il est formulé l'observation suivante :  
*« L'exploitant doit justifier que le fait de remplacer les analyseurs par la même référence de la même marque ne conduit pas à réaliser de nouvelle carte de contrôle. L'inspection des installations classées est opposée à cette pratique, considérant que les 6 analyseurs anciens avaient chacun une carte de contrôle différente quand bien même ils étaient du même modèle ».*

L'interrogation exprimée dans le précédent rapport a été oubliée du fait d'un changement dans le même mois de Directeur et de responsable Environnement et la demande est renouvelée.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure d'assurance qualité QAL3 s'applique à **chaque analyseur en continu** et l'exploitant doit établir des cartes de contrôle au 0 et en concentration pour chaque analyseur en continu. Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place la procédure QAL3 associée à l'obtention des cartes de contrôle dans un délai de 1 mois avec une application hebdomadaire des matériaux de référence durant les 3 premiers mois. Les justificatifs de la mise en œuvre de cette procédure QAL3 pour tous les analyseurs en continu seront transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective sous 1 mois

**N° 4 :** Registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/08/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : Décembre 2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>....</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>....</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>....</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> </ul>



<p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p> <p>La mention en gras nécessitait une action corrective.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les codes déchets entrant sont désormais saisis : 19 12 12 et 20 03 01.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : MTD relatives au management environnemental et à la surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2; 2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, 2.1 Système de management environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <p>....</p> <p>24. Pour les unités d'incinération, un plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales (voir l'annexe 3, 3.5) ;</p> <p>....</p> <p>27. Un plan de gestion des odeurs lorsqu'une nuisance olfactive est probable ou a été constatée dans des zones résidentielles ou dans des zones où se déroulent des activités humaines (par exemple, les lieux de travail, écoles, garderies, zones de loisirs, hôpitaux ou maisons de repos situés à proximité) ;</p> <p>28. Un plan de gestion du bruit lorsqu'une nuisance sonore est probable ou a été constatée dans des zones résidentielles ou dans des zones où se déroulent des activités humaines (par exemple, les lieux de travail, écoles, garderies, zones de loisirs, hôpitaux ou maisons de repos situés à proximité) ;</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les points qui génèrent des odeurs ou du bruit sont traités depuis la conception et font l'objet de mesures opérationnelles.</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan de gestion du bruit et un plan de gestion des odeurs, les deux en date du 21 août 2024.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant recense 3 à 5 plaintes sur le sujet odeurs par an (moyenne depuis 3</p>

ans). L'exploitant explique qu'elles sont liées à la fosse dont les outils de prélèvement (pince-grapins) ne permettent pas de la vider complètement et de prélever les déchets accumulés au fond, et les jus, qui demeurent. L'usine fonctionnant sans arrêts de longue durée, cette fosse ne peut jamais être nettoyée. Dans certaines conditions de fosse très basse, de portes ouvertes et de vent cette situation peut entraîner des nuisances olfactives chez les riverains les plus proches.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assurera que son plan de gestion des odeurs intègre bien les plaintes et proposera des axes d'amélioration à mettre en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 3 mois

#### N° 6 : MTD Surveillance des effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2; 2.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, 2.2.2 Surveillance des effluents gazeux		
<b>Prescription contrôlée :</b>  2.2.2. Surveillance des effluents gazeux Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.a) Pour les installations d'incinération :		
Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
Hg	En continu (5) (6)	Normes EN génériques et EN 14884
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948- 4
	Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme ENNorme NF X 43-329

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée,

<p>comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été vérifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que la mesure en mercure était faite en continu depuis octobre 2023,</li> <li>• les mesures de PBDD/PBDF, PCB de type dioxines, Benzo[a]pyrène ont été faites le 14 mai 2024 (rapport de mesures du 31 juillet 2024).</li> </ul> <p>Le sujet mercure est traité au point de contrôle n°12</p> <p>Les résultats obtenus pour les autres polluants sont très faibles. S'agissant d'une surveillance, il conviendra d'apprécier les résultats sur plusieurs mesures.</p> <p>Concernant la surveillance des PCB de type dioxines, l'inspection rappelle que la fréquence de surveillance à respecter est <b>d'une fois tous les mois par échantillonnage à long terme pendant au moins 2 ans</b>. Après cette période de 2 ans, la fréquence mensuelle de surveillance des PCB de type dioxines pourra être réduite à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 fois tous les 6 mois par échantillonnage à court terme si résultats ont été stables sur les 2 ans antérieurs (cf. nota (9)) ;</li> <li>• 1 fois tous les 2 ans par échantillonnage à court terme si résultats ont été stables sur les 2 ans antérieurs ET &lt; 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup> (cf. nota (8)).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant justifie qu'il surveille mensuellement les émissions de PCB de type dioxines par échantillonnage à long terme et précise la date de démarrage de cette surveillance qui doit être réalisée a minima durant 2 ans avant de pouvoir alléger cette surveillance au regard des notas (8) et (9) du point 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Demande de justificatifs</p>
<p><b>Délai :</b> 1 mois</p>

## N° 7 : MTD Surveillance des émissions atmosphériques canalisées OTNOC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2; 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, 2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.  Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations planifiées de démarrage/d'arrêt.
<b>Constats :</b>  Pendant les conditions OTNOC, la mesure reste faite en continu. Des mesures ont été réalisées sur la Ligne 1 : au démarrage le 28/09/2024, lors d'un arrêt le 7/10/2024.  Pour la ligne 3, le rapport d'analyse était en attente au moment de la visite. Cet arrêt d'une durée de 6 h a conduit à une mesure pendant : <ul style="list-style-type: none"><li>• 5h pour PCDD/F+, PBDD/F+ et PCB</li><li>• un essai sur 2 heures pour poussières, HF, HCl, SO<sub>2</sub> et NH<sub>3</sub></li><li>• un essai sur 2 heures pour les poussières, mercure, métaux, HCl, SO<sub>2</sub> et NH<sub>3</sub>.</li></ul> La mesure sur la Ligne 2 sera faite en 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : MTD performances environnementales générales : livraison des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3; 3.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, 3.2 Livraison des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
3.2. Livraison des déchets	
L'exploitant de l'unité d'incinération applique, en fonction du type de déchets et du risque présenté par les déchets entrants, les éléments indiqués ci-dessous :	
Type de déchets	Surveillance des livraisons de déchets
Déchets municipaux solides et autres déchets non dangereux	- Échantillonnage périodique des livraisons de déchets et analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en halogènes et en métaux/métalloïdes). Dans le cas des déchets municipaux solides, cela implique un déchargement séparé.

**Constats :**

L'exploitant a fait réaliser 3 prélèvements le 24 juillet 2024 (intervenant indépendant travaillant dans le cadre d'un cahier des charges IDEX/ECOGEOS) et a confié à ECOGEOS la réalisation des analyses, faites le 31/07/2024.

L'opération d'échantillonnage s'est effectuée selon les normes NF X30-413 et NF X30-408. Ainsi une masse minimale de prélèvement de 500 kg a été utilisée, avant ouverture des sacs. Lors de cette opération, la norme préconise le retrait des hétéroclites (éléments apportant de l'hétérogénéité à l'échantillon) puis un quartage des déchets restés au sol, pour prélèvement d'un échantillon secondaire de 125 kg. Une table de tri de maille 20 mm est utilisée pour séparer les fractions granulométriques.

Il a été déterminé le PCI, PCS, la teneur en halogènes (brome, chlore, fluor), Soufre, métaux et métalloïdes (baryum, mercure, Cadmium, Chrome, Cuivre, Manganèse, Molybdène, Nickel, Plomb, Thallium, Vanadium, Cobalt, Antimoine, Arsenic et Sélénium), selon les normes en vigueur.

La teneur en humidité est fort variable (11 à 60%).

Les teneurs en Chlore, Baryum, Chrome, Cuivre, Manganèse, Nickel, Plomb, Soufre et Zinc semblent non-négligeables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : MTD efficacité de la combustion : Conditions de combustion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3; 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, 3.4 Conditions de combustion

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant de l'unité d'incinération applique une combinaison des conditions prévues pour réduire la teneur en substances imbrûlées des scories et mâchefers, et de réduire les émissions atmosphériques résultant de l'incinération des déchets.

Technique	Description	Applicabilité
Système de contrôle avancé		Applicable d'une manière générale.

**Constats :**

Le pilotage des lignes diffère selon leur date de conception.

Le système numérique de contrôle commande dispose d'une régulation du débit d'air total de combustion :

- pour les lignes 1 et 2, il est asservi à la pression du four. Un réglage "manuel" répartit les flux d'air dans le four ;
- pour la ligne 3, la répartition de l'air selon les tronçons du four est automatisée.

Les paramètres se changent en fonction de l'humidité des déchets.

L'optimisation de la teneur en imbrûlés est basée sur une analyse à posteriori qui conduit à une reprise des réglages (débit d'air, débit de combustible, zone de répartition d'air dans le four).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Conditions d'exploitations autres que normales (OTNOC)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de Gestion des OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>• mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li></ul> <p>Les phases de démarrage et d'arrêt sans déchets dans le four, programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues, ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts sont reportés dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un plan de gestion des OTNOC a bien été établi sur la base d'une analyse des risques. Il prévoit bien un plafond de durée cumulée de 250 heures de OTNOC par an.</p> <p>Par rapport au champ des risques de OTNOC, il n'intègre pas les incendies dans la fosse. Comme indiqué dans la prescription, les phases de démarrage et d'arrêt sans déchets dans le four pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total des installations ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC.</p> <p>Les algorithmes ont été rentrés informatiquement, les alarmes précisent ce qui est OTNOC. Le suivi est en place depuis le 10 juin 2024. Il s'effectue à partir de rapports extraits du logiciel WEX. A fin octobre 2024, le nombre d'heures de fonctionnement OTNOC s'établissait à 50 heures.</p> <p>On notera qu'à la date de l'inspection, le plan de gestion des OTNOC n'intègre pas une OTNOC en lien avec des conditions d'exploitation autres que normales pouvant entraîner des pics de mercure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Evaluation périodique des OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3; 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation périodique des OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"> <li>la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3;</li> <li>l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'évaluation se fera au cours du comité de direction qui se réunit annuellement en début d'année. L'exploitant indique une approche de type "Pareto" : rapprochement des temps OTNOC aux causes sur les anomalies qui représentent 80% des temps. En l'absence d'évaluation réalisée depuis la mise en place de cette surveillance, ce sujet sera à suivre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Émissions de mercure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5; 5.2.5		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des émissions de mercure		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'exploitant de l'unité d'incinération applique une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous :		
Technique	Description	Applicabilité
Laveur (pH faible)	<p>Laveur mis en œuvre à pH proche de 1. Le taux d'élimination du mercure de cette technique peut être amélioré par l'ajout de réactifs ou d'adsorbants à la liqueur de lavage, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des oxydants tels que le peroxyde d'hydrogène pour transformer le mercure élémentaire en une forme oxydée soluble dans l'eau ;</li><li>- des composés soufrés pour former des complexes stables ou des sels avec le mercure ;</li><li>- des adsorbants carbonés pour adsorber le mercure, y compris le mercure élémentaire. Lorsqu'elle est conçue pour un pouvoir tampon suffisamment élevé pour le captage du mercure, la technique permet de prévenir</li></ul>	L'applicabilité peut être limitée par la faible disponibilité des ressources en eau, par exemple, dans les zones arides.

	efficacement les pics d'émission de mercure.	
Injection d'absorbant sec	Adsorption par injection de charbon actif ou d'autres réactifs, généralement en association avec un filtre à manches, avec formation d'une couche de réaction dans le gâteau de filtration et élimination des solides formés.	Applicable d'une manière générale.
Injection de charbon actif spécial, hautement réactif	Injection de charbon actif hautement réactif dopé au soufre ou par d'autres réactifs afin d'améliorer la réactivité avec le mercure. En général, l'injection de ce charbon actif spécial n'est pas continue, et n'intervient qu'en cas de détection d'un pic de mercure. À cet effet, la technique peut être utilisée en combinaison avec la surveillance continue du mercure dans les fumées brutes.	Peut ne pas être applicable aux unités spécialisées dans l'incinération des boues d'épuration.
Ajout de brome dans la chaudière	Le bromure ajouté aux déchets ou injecté dans le four est transformé à haute température en brome élémentaire qui oxyde le mercure élémentaire pour donner $\text{HgBr}_2$ , soluble dans l'eau et hautement adsorbable. La technique est utilisée en association avec une technique de réduction des émissions en aval, par exemple un laveur ou un système d'injection de charbon actif. En général, l'injection de bromure n'est pas continue, et n'intervient qu'en cas de détection d'un pic de mercure. À cet effet, la technique peut être utilisée en combinaison avec la surveillance continue du mercure dans les fumées brutes.	Applicable d'une manière générale.
Adsorption en lit fixe ou mobile	Lorsqu'elle est conçue pour une capacité d'adsorption suffisamment élevée, la technique permet de prévenir efficacement les pics d'émission de mercure.	L'applicabilité peut être limitée par la perte de charge globale associée au système d'épuration des fumées. Dans le cas des unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par le manque d'espace.

#### Constats :

2 mesures sont faites pour le polluant mercure :

- une mesure amont sert à faire de la régulation "feed forward" ;
- une boucle de régulation sur la mesure aval permet de réagir en injectant plus de charbon actif.

La plupart du temps, les valeurs mesurées en continu pour le mercure sont très faibles et largement inférieures aux valeurs limites.

L'exploitant signale que le process rencontre parfois des pics de mercure à gérer : au titre de l'année 2024, l'exploitant signale 11 pics pour le premier trimestre 2024, 15 pour le second et 3



pour le troisième.

Ces pics survenant sur les 3 lignes, il ne peut être mis en cause seulement un mauvais tri sur les DASRI (amalgames dentaires,...) : la problématique du mauvais tri des déchets en amont est en cause (piles, ampoules "néon", anciens thermomètres ou baromètres...).

Il a été recherché des pics de mercure, vu le pic survenu le 28/10/2024 sur la ligne 2 aux alentours de 13 heures. Ce pic est un des plus importants rencontrés parmi la trentaine de pics survenus en 2024, le plus important parmi ceux des 3 derniers mois. Il est constaté :

- En entrée le pic (mercure total et mercure élémentaire) est écriété à 6 553  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  (appareil saturé) ;
- En aval, mesuré à 1 055  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  ;
- La mesure est effectuée en continu, avec un point de mesure remonté toutes les 3 minutes, 1 mesure amont et une aval en alternance.
- La moyenne est de 772  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  sur 30 minutes ; 55  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  pour la journée (calendaire de 0 heure à minuit), ce qui dépasse la VLE de 50  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  en conditions R-EOT (NOC + OTNOC) en application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ainsi que la VLE de 20  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  applicable en période NOC en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 puisque l'exploitant n'a pas défini de OTNOC en lien avec les conditions d'exploitation anormales pouvant conduire au dépassement de cette VLE en mercure.
- Il a fallu 6 heures pour redescendre dans des valeurs habituelles.

Le charbon actif a été injecté rapidement (passage de 6 à 22 kg/heure en 90 secondes). 22 kg/h est le maximum techniquement possible.

Concernant les techniques indiquées dans les prescriptions ministérielles, l'exploitant se positionne ainsi :

- par conception, il n'y a pas de laveur à pH faible (ni d'adsorption en lit fixe ou mobile) ;
- en juillet 2024, l'exploitant a changé de source de charbon actif par un "produit spécial DASRI" : le Puragen FG extra. La baisse du nombre des pics observée au troisième trimestre est à vérifier dans le temps ;
- ajout de brome : le conseil de l'exploitant (Vinci) a indiqué que cette pratique n'était pas pertinente du fait des pics rencontrés.

L'inspection rappelle que les VLE à respecter pour les rejets de mercure sont les suivantes :

- 50  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  en période R-EOT (NOC+OTNOC) en application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- 20  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  en période NOC (conditions normales d'exploitation) en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. De plus, en application dudit arrêté, l'exploitant doit suivre les valeurs demi-heuraires supérieures à 40  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

De nombreux pics de mercure ont été constatés en 2024 dont certains ont conduit à des dépassements de :

- la VLE journalière de 50  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  applicable en période R-EOT (NOC+OTNOC) en application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- la VLE journalière de 20  $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$  applicable en période NOC (conditions normales d'exploitation) en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, l'exploitant n'ayant pas défini de OTNOC lié aux conditions d'exploitation anormales pouvant générer des pics d'émission de mercure.

Il est demandé à l'exploitant, pour chaque ligne d'incinération, de :

- justifier que toutes les dispositions prévues dans le cadre de l'arrêté ministériel du 12

janvier 2021 relatifs aux MTD applicable aux UVE pour maîtriser au mieux ces bouffées de mercure sont bien mises en œuvre ;

- justifier que le traitement actuel par charbon actif est suffisant au regard du pourcentage de mercure élémentaire ( $\text{Hg}^0$ ) dans le mercure total (au-delà de 10 % de  $\text{Hg}^0$ , le charbon actif classique n'est pas performant pour abattre le mercure). Pour cela, l'exploitant pourra s'appuyer sur des méthodes de spéciation pour connaître le taux de mercure élémentaire et de mercure ionique ( $\text{Hg}^{2+}/\text{Hg}^{1+}$ ) ;
- transmettre les résultats d'autosurveillance des mois de janvier 2025 à juin 2025 avec :
  - les résultats journaliers de la mesure en continu de mercure en période NOC ainsi que le nombre de jours de dépassement dans le mois de la VLE NOC journalière de  $20 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$
  - le suivi mensuel des valeurs demi-horaires de mercure supérieures à  $0,04 \text{ mg}/\text{Nm}^3$
  - les résultats journaliers de la mesure en continu de mercure en période R-EOT ainsi que le nombre de jours de dépassement dans le mois de la VLE R-EOT de  $50 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$
  - le suivi du compteur OTNOC avec le nombre d'heures associées à des conditions d'exploitation autres que normales définies comme étant des OTNOC dans le plan de gestion des OTNOC et ayant entraîné des pics de mercure
- transmettre les 2 derniers rapports de contrôle réalisés par un laboratoire externe pour le contrôle des émissions de mercure ;
- fournir le retour d'expérience du changement de source de charbon actif par un "produit spécial DASRI" (le Puragen FG extra) depuis juillet 2024 en fournissant notamment une synthèse du nombre de pics de mercure observés mensuellement depuis janvier 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois